

Afdeling III. — Duur

Art. 28. Onderhavig akkoord treedt in werking op 1 januari.

Het wordt gesloten voor de duur van één jaar.

Het wordt van rechtswege stilzwijgend hernieuwd indien het niet wordt opgezegd, en wel volle zes maanden voor de datum waarop het ten einde loopt.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Presidente,
Mevr. M. ARENA

De Vice-voorzitster en Minister van het Hoger Onderwijs, het Wetenschappelijk Onderzoek
en de Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Voorzitter,
B. CEREXHE

De Minister belast met Beroepsopleiding,
Mevr. F. DUPUIS

Voor de Regering van het Waalse Gewest :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Opleiding,
Mevr. M. ARENA

Kondigen onderhavig decreet af en bevelen dat het wordt gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.
Brussel, 25 oktober 2007.

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,
bevoegd voor Openbaar Ambt en Gezondheid,
B. CEREXHE

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,
bevoegd voor Sociale Cohesie,
Ch. PICQUE

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,
bevoegd voor Begroting, Bijstand aan Gehandicapte Personen en Toerisme,
Mevr. E. HUYTEBROECK

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,
bevoegd voor Beroepsopleiding, Onderwijs, Cultuur en Schoolvervoer,
Mevr. F. DUPUIS

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,
bevoegd voor Sociale Actie, Gezin en Sport,
E. KIR

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2008 — 375

[C — 2008/31048]

25 OCTOBRE 2007. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Commission communautaire française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la revalorisation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les centres de technologies avancées et les centres de référence professionnelle

L'Assemblée de la Commission communautaire française et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 7 juin 2007 conclu entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Commission communautaire française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la revalorisation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les Centres de technologies avancées et les Centres de références professionnelle.

Art. 2. Cet accord de coopération est annexé au présent décret. Accord de coopération entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Commission communautaire française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la revalorisation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les centres de technologies avancées et les centres de référence professionnelle;

Vu les articles 1^{er}, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Commission communautaire française;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale a fait de l'emploi des jeunes une priorité transversale de sa politique, tel que traduite par le Contrat pour l'Economie et l'Emploi et opérationnalisée dans le Plan pour l'Emploi des Bruxellois;

Considérant le Pacte social pour l'Emploi des Bruxellois conclu le 11 juin 2002;

Considérant la décision du Comité bruxellois de Concertation économique et sociale du 2 juillet 2003 relatif au cahier des charges des centres de référence;

Considérant que la réussite de cette politique implique notamment la formation optimale des jeunes filles et des jeunes gens qui suivent les cours de l'enseignement qualifiant (enseignement secondaire technique de qualification et professionnel, enseignement en alternance, enseignement spécialisé de formes 3 et 4), de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur non universitaire;

Considérant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a fait de la création de centres de référence une priorité de sa législature, en vue de favoriser l'adéquation entre les besoins des entreprises et les offres de formation, de promouvoir la formation professionnelle des Bruxellois pour les métiers porteurs;

Considérant les engagements de la Communauté française, inscrits dans son Contrat pour l'école, de revaloriser l'enseignement qualifiant et de développer une politique cohérente en matière d'investissements en équipements;

Considérant que la Communauté française développe, dans le cadre de la Commission communautaire des professions et des qualifications (CCPQ), la définition de profils de qualification sur base desquels ont été construits des profils de formation;

Considérant que la réalisation concrète des profils de formation exige, entre autres, la mise à disposition d'équipements pédagogiques de qualité ainsi que des efforts complémentaires de formation en cours de carrière des enseignants;

Considérant dès lors qu'il apparaît opportun de conclure un accord de coopération relatif à la revalorisation de l'enseignement qualifiant par : d'une part, l'ouverture des Centres de référence à l'enseignement qualifiant, l'enseignement de promotion sociale, l'enseignement supérieur non universitaire, aux formateurs de l'Espace Formation P.M.E., ainsi qu'aux enseignants dans le cadre du projet Cyberclasses et, d'autre part, la mise à disposition d'équipements pédagogiques de qualité permettant d'assurer les synergies les plus efficaces entre la politique régionale de l'emploi et les politiques communautaires de la formation professionnelle et de développement de l'enseignement qualifiant, de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur non universitaire;

Considérant que les objectifs de la Communauté française et de la Région de Bruxelles-Capitale convergent vers des outils similaires;

Considérant qu'il convient en conséquence de s'assurer que ces outils soient mis en place de manière cohérente et concertée, et que des synergies soient réalisées là où cela s'avère possible;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement, en la personne de sa Ministre-Présidente Marie Arena, en charge de l'Enseignement obligatoire et de l'Enseignement de Promotion sociale, et de la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Marie-Dominique Simonet;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Gouvernement, en la personne de son Ministre-Président, Charles Picqué, et du Ministre de l'Emploi et de l'Economie, Benoît Cerexhe

et

la Commission communautaire française, représentée par son collègue, en la personne de son Ministre-Président, Benoît Cerexhe, et de la Ministre de la Formation professionnelle et de l'Enseignement, Françoise Dupuis;

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Mise à disposition des centres de référence professionnelle (CDR) et création des centres de technologies avancées (CTA)

La revalorisation de l'enseignement qualifiant se fera notamment au travers de deux types d'actions :

1° la mise à disposition par les CDR régionaux d'une capacité d'accueil à destination des élèves et des enseignants de l'enseignement qualifiant du 3^e degré (en ce compris le spécialisé de forme 4 et les enseignants du spécialisé de forme 3), de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur non universitaire, des formateurs de l'Espace Formation P.M.E., ainsi qu'aux enseignants dans le cadre du Plan Multimédia, ainsi que l'organisation d'actions de sensibilisation et d'information spécifiques à destination des élèves et des enseignants de l'enseignement qualifiant du 1^{er} et du 2^e degré (à l'exception des élèves du spécialisé de forme 3 mais en ce compris le spécialisé de forme 4).

Cette mise à disposition devra être clairement identifiée,

a) globalement au sein de l'inventaire des formations réalisées dans le cadre des CDR ou de leurs plate-formes partenariales;

b) plus spécifiquement, au sein de chaque convention bilatérale passée entre le pouvoir organisateur qui le cas échéant peut déléguer sa compétence, de l'établissement d'enseignement dont dépendent les élèves et enseignants et le CDR;

c) et pour ce qui concerne les formations interréseaux à destination des enseignants de l'enseignement qualifiant, au sein du catalogue de formation de l'Institut de formation en cours de carrière (IFC), de telle manière que les temps de formation des enseignants soient valorisés dans le cadre de leur formation continue. Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale s'engage à créer, d'ici à 2009, 5 CDR.

Pour ce type d'action, l'objectif est d'atteindre à l'échéance 2013, 25 % du volume de la capacité d'accueil des CDR au bénéfice des élèves et des enseignants. Cette capacité d'accueil tendra à être répartie pour 22,5 % au bénéfice des élèves et des enseignants de l'enseignement qualifiant et 2,5 % de la capacité d'accueil au bénéfice des élèves et des enseignants de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur non universitaire, des formateurs de l'Espace Formation P.M.E., ainsi qu'aux enseignants dans le cadre du Plan Multimédia.

Pour atteindre cet objectif :

Les établissements d'enseignement adaptent l'organisation des cours pour y intégrer l'offre de formation proposée dans le cadre des CDR ou de leurs plate-formes partenariales de telle manière que les temps de formation des élèves soient valorisés dans le cadre de leurs éventuels stages actuels et de leurs futurs stages professionnalisants.

L'Institut de formation en cours de carrière (IFC) est chargé d'assurer la promotion de ce dispositif auprès des enseignants.

Le Gouvernement de la Communauté française, en tant que coordonnateur du réseau des CTA labellisés, est chargé d'assurer la promotion de ce dispositif auprès des établissements d'enseignement qualifiant, sur base notamment des informations transmises par le Comité de pilotage institué par l'article 6.

2° la création des Centres de Technologies Avancées (CTA) Un CTA est une infrastructure mettant des équipements de pointe à disposition des élèves et des enseignants, quels que soient le réseau et le caractère d'enseignement, ainsi que des demandeurs d'emploi et des travailleurs, en vue de développer des formations qualifiantes. Cette offre de formation qualifiante doit être complémentaire, au niveau géographique et sectoriel, à l'offre de formation des CDR. Chaque CTA labellisé est placé sous la direction du chef de l'établissement dans lequel il se situe ou du président de l'association sans but lucratif qui en assure la gestion.

Le conseil d'administration des ASBL assurant la gestion des CTA devra être composé en inter-réseaux.

Les CTA sont labellisés dans le respect d'un cahier des charges, approuvé par le Gouvernement de la Communauté française.

Ce cahier des charges prévoit notamment les critères d'éligibilité suivants :

a) Chaque CTA labellisé accueille sans discrimination les élèves et les enseignants des établissements d'enseignement qualifiant (à l'exception du spécialisé de forme 3 mais en compris le spécialisé de forme 4), d'enseignement de promotion sociale et d'enseignement supérieur non universitaire sur base de conventions bilatérales entre, d'une part, le Pouvoir organisateur (qui le cas échéant peut déléguer sa compétence) de l'établissement d'enseignement qualifiant au sein duquel se situe le CTA ou le président de l'ASBL qui assure la gestion du CTA et d'autre part, les Pouvoirs organisateurs (qui le cas échéant peuvent déléguer leur compétence) des établissements d'enseignement qualifiant, de promotion sociale et du supérieur non universitaire.

Ces conventions bilatérales doivent prévoir les engagements respectifs des deux parties en matière de modalités d'accès aux équipements et de programme de formation spécifique.

b) Chaque CTA labellisé accueille également sans discrimination les demandeurs d'emploi et les travailleurs sur base de conventions bilatérales entre, d'une part, le Pouvoir organisateur (qui le cas échéant peut déléguer sa compétence) de l'établissement d'enseignement qualifiant au sein duquel se situe le CTA ou le président de l'ASBL qui assure la gestion du CTA et d'autre part, Bruxelles formation dans le cas de demandeurs d'emploi ou, tout acteur pertinent selon des modalités déterminées par un protocole sectoriel dans le cas de travailleurs.

Ces conventions bilatérales prévoient les engagements respectifs des deux parties en matière de modalités d'accès aux équipements et de programme de formation spécifique.

c) L'implantation des CTA labellisés tient compte de la localisation des CDR ainsi que des infrastructures de formation ou d'enseignement qualifiant développés dans les mêmes secteurs afin d'assurer une couverture géographique maximale de l'offre de formation qualifiante et de développer une offre de formation adéquate par rapport aux besoins des secteurs concernés.

d) Chaque CTA labellisé s'inscrit dans la mise en oeuvre d'une offre de formation harmonisée en relation, d'une part, avec les pénuries d'emploi constatées par l'ORBEm, et les Fonds sectoriels sur la zone d'enseignement du CTA concerné ou des zones d'enseignement avoisinantes et, d'autre part, avec les besoins en équipement constatés au travers du cadastre des équipements pédagogiques visé à l'article 2.

e) Chaque CTA labellisé s'inscrit dans une politique de formation en cours de carrière des professeurs de l'enseignement qualifiant, par exemple, en favorisant la formation de ses enseignants dans les CDR.

f) Chaque CTA labellisé s'inscrit dans l'application des profils de formation tels que définis dans le cadre de la CCPQ.

Ce cahier des charges prévoit notamment les critères de priorité suivants :

a) Une priorité est accordée aux projets de CTA dont les collaborations avec d'autres établissements d'enseignement sont formalisées.

b) Une priorité est accordée aux CTA localisés au sein d'un établissement d'enseignement qualifiant.

c) Une priorité est accordée aux projets de CTA dans les secteurs pour lesquels des pénuries d'emploi sont constatées.

d) Une priorité est également accordée aux projets de CTA ayant reçu un avis favorable du Conseil de zone de l'enseignement confessionnel et du Conseil de zone de l'enseignement non confessionnel de la zone concernée.

e) Une priorité est enfin accordée aux projets de CTA ayant reçu un avis favorable de la part du fonds sectoriel concerné et des Comités de gestion de l'ORBEm et de Bruxelles formation tel que visé à l'article 4.

Grâce aux moyens prévus à l'article 3, 2°, le gouvernement de la Communauté française s'engage à créer, à l'échéance 2013, 3 CTA labellisés. Ce nombre de CTA créé à Bruxelles pourra toutefois s'élever à 6 en cas de cofinancement FEDER.

L'objectif est d'atteindre à l'échéance 2013, 25 % de la capacité d'accueil des CTA au bénéfice des demandeurs d'emploi et des travailleurs.

Les établissements d'enseignement adaptent l'organisation des cours pour y intégrer l'offre de formation proposée par les CTA de telle manière que les temps de formation des élèves soient valorisés dans le cadre de leurs éventuels stages actuels et de leurs futurs stages professionnalisants.

Les CTA labellisés adaptent l'organisation des formations en rentabilisant au maximum les plages horaires afin d'y intégrer l'offre de formation à destination des demandeurs d'emploi et des travailleurs.

L'Institut de formation en cours de carrière (IFC) est chargé d'assurer la promotion de ce dispositif auprès des enseignants.

Le réseau des CTA labellisés est coordonné par le Gouvernement de la Communauté française. La coordination du réseau des CTA labellisés consiste notamment en :

- 1° l'élaboration du cahier des charges de labellisation;
- 2° l'élaboration et la mise à jour du cadastre des équipements disponibles;
- 3° le lancement de l'appel à projets inter-réseaux;
- 4° l'analyse des projets au niveau administratif et financier;
- 5° la demande d'avis au Comité de gestion de l'ORBEm et aux fonds sectoriels sur base du cadastre des équipements disponibles;
- 6° la préparation et le suivi des travaux de la Commission de suivi opérationnel visée à l'article 8;
- 7° l'exécution des décisions du Gouvernement de la Communauté française;
- 8° la promotion du dispositif auprès des établissements d'enseignement qualifiant en concertation avec l'IFC;
- 9° l'élaboration d'indicateurs et d'outils statistiques permettant la vérification et le contrôle de l'accès aux équipements à disposition;

10° l'évaluation de la mise en œuvre des actions;

11° la centralisation des projets de CTA sur le territoire bruxellois en vue du dépôt de dossiers de candidatures dans le cadre de l'appel à projet lancé par la Région de Bruxelles-Capitale pour la répartition des moyens financiers issus du FEDER.

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et le Gouvernement de la Communauté française, en tant que coordonnateur du réseau des CTA labellisés, se concertent périodiquement afin de créer une complémentarité géographique et sectorielle entre les deux réseaux existants.

3° Modalités de collaboration entre CDR et CTA

Lorsque la création d'un CTA est envisagée soit dans un secteur où existe un CDR, soit dans un secteur où la création d'un CDR est envisagée, le Comité de pilotage visé à l'article 6 évaluera, en fonction des besoins des secteurs professionnels, les modalités de collaboration entre le CTA et le CDR.

Ces modalités de collaboration comprennent la possibilité de conclure des conventions ou, le cas échéant, de créer une même association regroupant le CDR et le CTA. Ces projets de collaboration seront approuvés par les Gouvernements de la Communauté française et de la Région de Bruxelles-Capitale. Ceci sera notamment le cas en vue de rationaliser les besoins en équipements spécifiques.

Article 2

Le cadastre des équipements pédagogiques

Afin d'améliorer la qualité de l'enseignement et de la formation qualifiante et éviter la dispersion des moyens, l'investissement dans de nouveaux équipements pédagogiques de qualité se fera en phase avec la réalité du monde du travail et en fonction des équipements et des infrastructures disponibles, notamment en cohérence avec les investissements réalisés dans les CDR.

Ainsi, afin d'entreprendre au mieux les actions décrites à l'article 1^{er}, les ressources existantes seront identifiées.

Pour ce faire, et conformément aux décisions du Gouvernement conjoint entre la Communauté française et la Région de Bruxelles-Capitale du 25 novembre 2005 et le Gouvernement conjoint entre la Communauté française et la Commission communautaire française du 25 novembre 2005, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire française et la Communauté française mettent en place et chargent une Task force administrative permanente d'établir un cadastre des équipements pédagogiques de qualité et des infrastructures de formation et d'enseignement qualifiant actuellement à disposition.

La coordination de cette Task force est assurée par le Gouvernement de la Communauté française. Le financement du cadastre des équipements est pris en charge par la Ministre de l'Enseignement obligatoire et la Ministre de la Formation de la Commission communautaire française.

Cette Task force rassemble les représentants de la Direction générale de l'enseignement obligatoire, de la Direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique, des opérateurs de formation qualifiante, et de l'ASBL visée à l'article 3.

Ce cadastre est élaboré de manière harmonisée, les informations récoltées devant l'être sur une base commune de manière à pouvoir les comparer et identifier les double emplois ou les carences potentiels.

Ce cadastre s'enrichit des données et ressources disponibles auprès des Centres de formation sectoriels, des Centres de formation privés, des entreprises publiques ou privées, des Hautes Ecoles et des Universités.

Au-delà du simple inventaire, le cadastre évalue notamment l'accessibilité, la qualité, le coût et l'employabilité des équipements.

Seul le matériel pédagogique amortissable est pris en considération. Le matériel recensé est réparti par zone d'enseignement (Bruxelles constituant une zone d'enseignement à part entière) et par secteur.

Les résultats de ce cadastre sont régulièrement confrontés aux besoins des opérateurs de formation et des établissements d'enseignement ainsi qu'aux besoins des utilisateurs potentiels.

Ce cadastre constitue également un outil d'évaluation sur lequel peuvent se reposer les Fonds sectoriels pour remettre leurs avis à la Commission visée à l'article 8 concernant la pertinence des investissements dans le cadre de la sélection des équipements pédagogiques des CTA labellisés. Ce cadastre prend également en compte les infrastructures disponibles et leur accessibilité pour l'ensemble des bénéficiaires.

Afin d'assurer la cohérence entre les projets bruxellois et wallons, les membres de la Task force administrative permanente mise en place dans le cadre de l'Accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la revalorisation de l'enseignement qualifiant du 14 juillet 2006 sont invités à participer aux travaux de la présente Task force administrative permanente.

Article 3

Les moyens

1° Afin de réaliser les actions décrites à l'article 1^{er}, 1° :

Les crédits régionaux destinés au financement des CDR sont affectés en partie au financement des frais de fonctionnement des CDR pour leurs actions à destination de l'enseignement.

Sous réserve des marges budgétaires disponibles, des crédits seront décidés annuellement par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour les exercices 2007 à 2013. Ceux-ci sont notamment consacrés aux actions à destination des élèves et des enseignants afin d'atteindre les objectifs décrits à l'article 1^{er}, 1°.

2° Afin de réaliser les actions décrites à l'article 1^{er}, 2° :

Les moyens que prévoit le décret de la Communauté française du 28 avril 2004 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement secondaire technique et professionnel, au profit des écoles situées en Région bruxelloise, sont affectés, à partir de 2007, pour partie au financement des équipements pédagogiques des CTA labellisés ainsi qu'au financement de l'aménagement des locaux permettant d'accueillir les équipements pédagogiques des CTA labellisés. Ainsi, le décret du 28 avril 2004 prévoit des moyens jusqu'en 2010 : € 5.356.468 en 2007, € 5.652.468 en 2008, € 6.197.338 en 2009 et € 6.197.338 en 2010.

Des crédits supplémentaires seront prévus pour les exercices 2011, 2012 et 2013 sous réserve des marges budgétaires disponibles.

Une somme de € 150.000 est prélevée sur les montants précités pour le subventionnement d'une association sans but lucratif dont l'assemblée générale est composée par les représentants des réseaux d'enseignement qualifiant, issus pour moitié de l'enseignement non confessionnel et pour l'autre moitié de l'enseignement confessionnel, désignés par le Gouvernement de la Communauté française sur proposition du Conseil général de concertation de l'enseignement secondaire et d'un représentant de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale. Elle a pour objet de prospecter les entreprises, les CDR et les Centres de formation régionaux et communautaires, les Universités, les Centres de recherche agréés, les Hautes écoles et les administrations publiques susceptibles de céder du matériel aux établissements d'enseignement qualifiant et de promotion sociale, de leur faire connaître les besoins en matériel de ces établissements et de répartir équitablement le matériel entre les établissements des différents réseaux.

La proposition de répartition tient compte des priorités établies par la Commission de suivi visée à l'article 8.

Cette proposition se base sur les résultats du cadastre des équipements pédagogiques.

A ce titre, cette ASBL fait partie de la Task force administrative permanente visée à l'article 2.

Une somme de € 100.000 peut également être prélevée annuellement sur les montants précités pour la prise en charge des frais de déplacement des élèves et des enseignants, de l'établissement d'enseignement d'origine vers les CTA labellisés, ou pour leur hébergement. Cette somme est répartie entre la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale au prorata de la population scolaire inscrite dans les sections visées par le présent Accord de coopération.

La prise en charge de ces frais de déplacement et d'hébergement se fait sur base d'une tarification commune établie par le Gouvernement de la Communauté française.

En fonction des marges budgétaires disponibles, des montants complémentaires pourront être affectés par la Communauté française, si besoin, à la prise en charge de ces frais de déplacement.

Les montants prévus par le décret du 28 avril 2004, dont sont déduites les sommes affectées à l'ASBL précitée et aux frais de déplacement et d'hébergement des élèves et des enseignants vers les CTA sont répartis entre les écoles de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale, au prorata de la population scolaire inscrite dans les sections visées par le présent Accord de coopération.

S'il s'avère que la part de la Région de Bruxelles-Capitale du montant affecté aux frais de déplacement et d'hébergement des élèves et des enseignants vers les CTA n'était pas utilisée en tout ou en partie, la somme non dépensée serait réaffectée au financement des équipements pédagogiques des CTA ainsi qu'au financement de l'aménagement des locaux permettant d'accueillir les équipements pédagogiques des CTA labellisés.

La part des moyens consacrés aux écoles situées en Région bruxelloise permet de financer la création de CTA à partir de 2007 tout en continuant à consacrer des moyens à la modernisation de l'équipement pédagogique des établissements d'enseignement qualifiant.

Les moyens que prévoit le décret du 28 avril 2004 pour l'exercice 2006, afin de moderniser les équipements pédagogiques des établissements d'enseignement qualifiant situés en Région bruxelloise seront maintenus à niveau constant de 2007 à 2013.

Les moyens consacrés aux CTA labellisés sont affectés exclusivement à l'achat d'équipements pédagogiques de qualité et à l'aménagement des locaux permettant d'accueillir les équipements acquis.

Les équipements et les bâtiments acquis restent la propriété de la Communauté française qui peut en reprendre possession dès lors que la labellisation serait retirée au CTA.

Par ailleurs, la Communauté française désigne trois chargés de mission pour assurer la gestion des dossiers administratifs et financiers des projets de CTA. Les montants affectés aux actions décrites à l'article 1^{er}, 1^o et 2^o sont utilisés conformément aux modalités prévues à l'article 4.

Article 4

§ 1^{er} Pour les CDR :

Les enseignants sont formés par les formateurs actifs dans le cadre des CDR ou de leurs plate-formes partenariales.

Les élèves sont formés soit par leurs propres enseignants lorsque ces derniers ont été formés préalablement dans le CDR, soit par les formateurs actifs dans le cadre des CDR en présence de leurs enseignants.

Les frais de personnel liés aux formations des élèves et des enseignants sont pris en charge par les opérateurs publics de formation et les fonds sectoriels sur base de convention de partenariat.

Les engagements respectifs des parties en matière de modalités d'accès aux équipements aux bénéficiaires mentionnés à l'article 1^{er}, 1^o sont définis dans le cadre de conventions bilatérales conclues entre les directeurs des CDR, d'une part, et les Pouvoirs organisateurs (qui le cas échéant peuvent déléguer leur compétence) des établissements d'enseignement concernés, d'autre part.

§ 2 Pour les CTA :

L'accès aux montants présentés à l'article 3 sont conditionnés, pour les CTA labellisés, dans le cadre de l'action visée à l'article 1^{er}, 2^o, par :

a) le respect des six critères mentionnés à l'article 1^{er}, 2^o;

b) pour chaque zone, la demande d'un avis au Conseil de zone de concertation de l'enseignement confessionnel et au Conseil de zone de concertation de l'enseignement non confessionnel sur base du cadastre des équipements disponibles;

c) la sollicitation d'un avis, auprès du fonds sectoriel concerné et des Comités de gestion de l'ORBEm et de Bruxelles-Formation, sur la pertinence sectorielle et géographique des acquisitions.

Les élèves en formation dans un CTA sont accompagnés par leurs propres enseignants. Ces derniers doivent avoir reçu préalablement une formation adéquate, eu égard au matériel mis à disposition par le CTA et devront pouvoir en attester.

1 Les enseignants peuvent suivre cette formation notamment dans un CDR, dans le CTA concerné ou dans un autre CTA.

Les coûts liés aux formations (à l'exclusion des coûts administratifs qui sont à la charge des CTA) sont pris en charge et de la responsabilité des établissements d'enseignement d'origine sur base d'une tarification commune établie par le Gouvernement de la Communauté française.

L'organisation et le contrôle du transport et de l'hébergement des élèves et des enseignants sont de la responsabilité de l'établissement d'enseignement d'origine.

Une somme de € 100.000 peut être prélevée annuellement sur les montants visés à l'article 3 pour la prise en charge des frais de déplacement des élèves et des enseignants, de l'établissement d'enseignement d'origine vers les CTA labellisés, ou pour leur hébergement. Ce montant est réparti entre la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale au prorata de la population scolaire inscrite dans les sections visées par le présent Accord de coopération. La prise en charge de ces frais de déplacement et d'hébergement se fait sur base d'une tarification commune établie par le Gouvernement de la Communauté française.

En fonction des marges budgétaires disponibles, des montants complémentaires peuvent être affectés par la Communauté française, si besoin, à la prise en charge de ces frais de déplacement et d'hébergement.

Les demandeurs d'emploi et les travailleurs sont formés par des formateurs des opérateurs publics de formation.

Les coûts de formation, frais de déplacement et frais de stagiaires des demandeurs d'emploi sont pris en charge par les opérateurs publics de formation ayant conclu une convention avec le Pouvoir organisateur (qui le cas échéant peut déléguer sa compétence) de l'établissement d'enseignement qualifiant au sein duquel se situe le CTA ou le Président de l'ASBL qui assure la gestion du CTA.

La formation des travailleurs est payante sur base d'une tarification commune établie par le Gouvernement de la Communauté française.

Les coûts de formation des travailleurs (à savoir les frais de fonctionnement des équipements mis à disposition) sont pris en charge selon les modalités définies dans le cadre des conventions conclues entre la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale et les fonds sectoriels ou par les entreprises selon des modalités déterminées dans le cadre de protocoles sectoriels.

Article 5

Fonds structurels européens.

Des financements complémentaires seront recherchés dans le cadre de l'appel à projet de la programmation 2007-2013 du FEDER et auprès des partenaires sociaux dans le cadre des fonds sectoriels.

L'intervention des fonds sectoriels sera déterminée dans le cadre des conventions conclues entre les Ministres de la Formation et de l'Enseignement qualifiant, les opérateurs de formation professionnelle et les fonds sectoriels.

Dès lors qu'il s'agit de formations de demandeurs d'emploi et de travailleurs, les incitants financiers à la formation, qu'ils soient régionaux, provinciaux ou fédéraux pourront être mobilisés.

Article 6

Comité de pilotage.

Les Gouvernements mettent en place un Comité de pilotage.

Le Comité de pilotage est composé de :

1° un représentant du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale et un représentant du Ministre de l'Emploi et de l'Economie pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

2° un représentant de la Ministre de l'Enseignement obligatoire, un représentant de la Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale et un représentant de la Ministre de l'Enseignement supérieur et la Recherche scientifique pour le Gouvernement de la Communauté française;

3° un représentant de la Ministre de la Formation professionnelle et de l'Enseignement pour le Collège de la Commission communautaire française;

4° six représentants des interlocuteurs sociaux bruxellois désignés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale sur proposition du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale (CESRBC);

5° trois membres désignés par les organisations syndicales représentatives des membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

6° un représentant de l'ORBEm, avec voix consultative, assurant alternativement le secrétariat;

7° un représentant de Bruxelles-Formation avec voix consultative;

8° un représentant de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire de la Communauté française avec voix consultative, assurant alternativement le secrétariat.

L'ORBEm et le Gouvernement de la Communauté française, en tant que coordonnateur du réseau d'enseignement des CTA labellisés, sont chargés de fournir au Comité de pilotage un rapport semestriel conjoint contenant les indicateurs de réalisation et d'impact des actions financées.

La présidence du Comité de pilotage est assurée alternativement, tous les six mois, par le représentant du Ministre de l'Emploi pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et par le représentant de la Ministre de l'Enseignement obligatoire pour le Gouvernement de la Communauté française.

Article 7

Missions du comité de pilotage 1

Le Comité de pilotage est notamment chargé :

1° de superviser la mise en oeuvre du plan d'équipement pédagogique des CTA labellisés et l'ouverture des CDR à l'enseignement;

2° d'évaluer les possibilités de collaboration entre les CTA et les CDR, y compris par le biais d'une association commune entre les deux structures, compte tenu du souci de cohérence de la politique d'équipement technique pour l'enseignement et la formation;

3° d'évaluer les actions mises en oeuvre dans le cadre du présent Accord de coopération;

4° d'adresser une évaluation annuelle globale ainsi que tout avis de nature à mieux rencontrer les objectifs définis à l'article 1^{er} aux ministres ainsi qu'à la Commission de pilotage créée par le Décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française. Cette évaluation est transmise pour information au Conseil économique et social de la Région bruxelloise.

Le Comité de pilotage prend ses décisions par consensus.

Les Gouvernements arrêtent les modalités de fonctionnement du Comité de pilotage et approuvent son règlement d'ordre intérieur, sur proposition de ce dernier, dans les 3 mois de l'entrée en vigueur du présent Accord de coopération.

Article 8

Commission de suivi opérationnel

Les Gouvernements mettent en place une Commission de suivi opérationnel.

Cette Commission est chargée, suite à un appel à projets interréseaux et sur base du cadastre des équipements et des besoins de formation identifiés par zone d'enseignement, de :

1° soumettre au Gouvernement de la Communauté française une proposition de sélection des projets de CTA. Sur base de cette proposition, le Gouvernement de la Communauté française sélectionne les projets de CTA et leur octroi le label « CTA »;

2° sélectionner les demandes d'équipement pédagogique et d'aménagement des locaux devant accueillir les équipements des CTA et de les soumettre au Gouvernement de la Communauté française.

Cette Commission de suivi opérationnel est composée de :

1° un représentant de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et un représentant de la Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale pour le Gouvernement de la Communauté française;

2° quatre représentants des réseaux d'enseignement, issus pour moitié de l'enseignement non confessionnel et pour l'autre moitié de l'enseignement confessionnel, désignés par le Gouvernement de la Communauté française sur proposition du Conseil général de concertation de l'enseignement secondaire;

3° le Directeur général de l'Enseignement obligatoire de la Communauté française ou son représentant avec voix consultative;

4° un représentant de l'Office régional bruxellois de l'emploi avec voix consultative;

5° un représentant de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire de la Communauté française, avec voix consultative, assurant le secrétariat;

6° un représentant de Bruxelles-Formation avec voix consultative.

La présidence de la Commission de suivi opérationnel est assurée par le représentant de la Ministre de l'Enseignement obligatoire pour le Gouvernement de la Communauté française.

Cette Commission de suivi opérationnel prend ses décisions concernant les propositions de sélection des projets de CTA par consensus. Lorsque celui-ci ne peut être atteint, la Commission prend ses décisions à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Afin d'assurer la cohérence entre les projets bruxellois et wallons, les membres de la seconde Commission de suivi opérationnel mise en place dans le cadre de l'Accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la revalorisation de l'enseignement qualifiant du 14 juillet 2006 sont invités à participer aux travaux de la présente Commission de suivi opérationnel.

Article 9

Procédure de labellisation

La procédure de sélection et de labellisation des CTA se déroule de la manière suivante :

1° approbation du cahier des charges par le Gouvernement de la Communauté française sur proposition de la commission de suivi opérationnel visée à l'article 8;

2° appel à projets auprès des établissements d'enseignement qualifiant;

3° réception et traitement administratif des candidatures par la Direction générale de l'Enseignement obligatoire;

4° pour chaque zone, demande d'un avis au Conseil de zone de concertation de l'enseignement confessionnel et au Conseil de zone de concertation de l'enseignement non confessionnel, sur base du cadastre des équipements disponibles;

5° demande d'avis aux Comités de gestion de l'ORBEM et de Bruxelles formation et aux Fonds sectoriels, sur base du cadastre des équipements disponibles;

6° proposition de sélection par la Commission de suivi opérationnel visée à l'article 8, sur base des critères d'éligibilité et de priorité définis à l'article 2;

7° avis motivé du Comité de pilotage visé à l'article 6;

8° décision de labellisation du Gouvernement de la Communauté française, sur base des propositions de la Commission de suivi opérationnel visée à l'article 8 et des avis motivés remis par le Comité de pilotage visé à l'article 6.

Article 10

Le présent Accord de coopération est conclu pour une durée s'étalant du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2013.
Bruxelles, le 25 octobre 2007.

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Emploi et de l'Economie,
B. CEREXHE

Pour la Commission communautaire française :

Le Ministre-Président,
CEREXHE

La Ministre de la Formation professionnelle,
Mme F. DUPUIS

Pour la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M. ARENA

La Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,
Mme M.-D. SIMONET

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 25 octobre 2007.

Président du Collège de la Commission communautaire française,
chargé de la Fonction publique et de la Santé,
B. CEREXHE

Membre du Collège de la Commission communautaire française,
chargé de la Cohésion sociale
Ch. PICQUE

Membre du Collège de la Commission communautaire française,
chargée du Budget, des Personnes handicapées et du Tourisme,
Mame E. HUYTEBROECK

Membre du Collège de la Commission communautaire française,
chargée de la Formation professionnelle, de l'Enseignement, de la Culture et du Transport scolaire,
Mme Fr. DUPUIS

Membre du Collège de la Commission communautaire française,
chargé de l'Action sociale, de la Famille et du Sport,
E. KIR

 VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2008 — 375

[C - 2008/31048]

25 OKTOBER 2007. — Decreet houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord, afgesloten tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de in het kader van de herwaardering van het kwalificatieonderwijs ter beschikking gestelde uitrusting en de samenwerking tussen de centra voor spijttechnologie en de beroepsreferentiecentra

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie en Wij, het College, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Er wordt ingestemd met het samenwerkingsakkoord van 7 juni 2007, afgesloten tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de in het kader van de herwaardering van het kwalificatieonderwijs ter beschikking gestelde uitrusting en de samenwerking tussen de Centra voor Spijttechnologie en de Beroepsreferentiecentra.

Art. 2. Dit samenwerkingsakkoord wordt bij onderhavig decreet bijgevoegd als bijlage.

Samenwerkingsakkoord tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de in het kader van de herwaardering van het kwalificatieonderwijs ter beschikking gestelde uitrusting en de samenwerking tussen de Centra voor Spijttechnologie en de Beroepsreferentiecentra.

Gelet op de artikelen 1, 39, 127, 128, 134 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid artikel 92bis, § 1, ingelast door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op decreet III van de Raad van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de tewerkstelling van jongeren tot een van de transversale prioriteiten van haar beleid gemaakt heeft, zoals omgezet in het Contract voor de Economie en de Tewerkstelling en operationeel gemaakt in het Plan voor de Tewerkstelling van de Brusselaars;

Overwegende het Sociaal Pact voor de Tewerkstelling van de Brusselsaars, afgesloten op 11 juni 2002;

Overwegende de beslissing van het Brussels Economisch en Sociaal Overlegcomité van 2 juli 2003 betreffende het bestek van de referentiecentra;

Overwegende dat het slagen van dit beleid met name de optimale opleiding inhoudt van de jongeren die de leergangen van het kwalificatieonderwijs (secundair technisch kwalificatie- en beroepsonderwijs, alternerend onderwijs, gespecialiseerd onderwijs vorm 3 en 4), van het onderwijs voor sociale promotie en van het hoger niet-universitair onderwijs volgen;

Overwegende dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van de oprichting van referentiecentra een van de prioriteiten van haar legislatuur gemaakt heeft, met het oog op de begunstiging van de aanpassing van de noden van de ondernemingen aan het aanbod inzake opleiding en op het bevorderen van de beroepsopleiding van de Brusselsaars voor toekomstgerichte beroepen;

Overwegende de verbintenissen van de Franse Gemeenschap, die ingeschreven staan in haar "Contrat pour l'Ecole", om het kwalificatieonderwijs te herwaarderen en een coherent beleid te ontwikkelen inzake investeringen in uitrustingen;

Overwegende dat de Franse Gemeenschap, in het kader van de "Commission communautaire des Professions et des Qualifications (CCPQ)", de definitie van de kwalificatieprofielen ontwikkelt op basis waarvan opleidingsprofielen gebouwd werden;

Overwegende dat de concrete realisatie van de opleidingsprofielen onder meer de terbeschikkingstelling van hoogstaande pedagogische uitrustingen vereist evenals aanvullende inspanningen inzake opleiding van leerkrachten tijdens hun loopbaan;

Overwegende derhalve dat het opportuun lijkt een samenwerkingsakkoord betreffende de herwaardering van het kwalificatieonderwijs af te sluiten door : enerzijds, het openstellen van de referentiecentra aan het onderwijs voor sociale promotie, het hoger niet-universitair onderwijs, aan de opleiders van het "Espace Formation P.M.E.", evenals aan de leerkrachten in het kader van het project Cyberclasses en, anderzijds, het ter beschikking stellen van hoogstaande pedagogische uitrustingen die het mogelijk maken de meest doeltreffende synergieën te verzekeren tussen het gewestelijk tewerkstellingsbeleid en het gemeenschapsbeleid inzake beroepsopleiding, ontwikkeling van het kwalificatieonderwijs, onderwijs van de sociale promotie en hoger nietuniversitair onderwijs;

Overwegende dat de doelstellingen van de Franse Gemeenschap en van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest naar gelijkaardige instrumenten convergeren;

Overwegende dat men zich er derhalve moet van vergewissen dat die instrumenten op coherente en overlegde wijze ontplooid worden en dat synergieën tot stand gebracht worden daar waar mogelijk;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van haar Minister-Voorzitter Marie Arena, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie en de Minister belast met het Hoger Onderwijs en het Wetenschappelijk Onderzoek, Marie-Dominique Simonet;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van haar Minister-Voorzitter, Charles Picqué, en van de Minister van Tewerkstelling en Economie, Benoît Cerexhe

en

de Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door haar College, in de persoon van zijn Minister-Voorzitter, Benoît Cerexhe, en van de Minister belast met Beroepsopleiding en Onderwijs, Françoise Dupuis,

Zijn overgekomen hetgeen volgt :

Artikel 1

Terbeschikkingstelling van de Beroepsreferentiecentra (BRC) en oprichting van de Centra voor Spijttechnologie (CST)

De herwaardering van het kwalificatieonderwijs zal met name gebeuren via twee types acties :

1° de terbeschikkingstelling door de gewestelijke BRC van een opvangcapaciteit voor leerlingen en leerkrachten uit het kwalificatieonderwijs van de 3e graad (met inbegrip van het gespecialiseerd onderwijs van vorm 4 en de leerkrachten uit het gespecialiseerd onderwijs van vorm 3), uit het onderwijs voor sociale promotie en het hoger niet-universitair onderwijs, voor opleiders van het "Espace Formation P.M.E.", alsook voor de leerkrachten in het kader van het "Plan Multimédia", evenals de organisatie van specifieke sensibilisatie- en informatiecampaagnes voor de leerlingen en leerkrachten uit het kwalificatieonderwijs van de 1e en de 2e graad (uitgezonderd de leerlingen uit het gespecialiseerd onderwijs van vorm 3, maar met inbegrip van het gespecialiseerd onderwijs van vorm 4).

Deze terbeschikkingstelling zal duidelijk geïdentificeerd moeten zijn :

a) globaal, binnen de inventaris van de in het kader van de BRC of van hun partnershipplatformen gerealiseerde opleidingen;

b) meer specifiek, binnen elke bilaterale overeenkomst die afgesloten wordt tussen de inrichtende macht die, in voorkomend geval zijn bevoegdheid mag delegeren, de onderwijsinrichting waarvan de leerlingen en leerkrachten afhangen en de BRC.

c) en wat de netoverschrijdende opleidingen voor de leerkrachten uit het kwalificatieonderwijs betreft, binnen de opleidingscatalogus van het Institut de "Formation en cours de Carrière (IFC)", zodanig dat de opleidingsperioden van de leerkrachten gevaloriseerd worden in het kader van hun voortgezette opleiding.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering verbindt er zich toe, tegen 2009, 5 BRC te creëren.

Voor dit type actie bestaat de doelstelling erin, op de vervaltijd 2013, 25 % van het volume van de opvangcapaciteit van de BRC te bereiken ten gunste van de leerlingen en de leerkrachten. Men zal ernaar streven deze opvangcapaciteit voor 22,5 % toe te kennen aan de leerlingen en leerkrachten uit het kwalificatieonderwijs en voor 2,5 % aan de leerlingen en leerkrachten uit het onderwijs voor sociale promotie en het hoger niet-universitair onderwijs, de opleiders van de "Espace Formation P.M.E." en voor de leerkrachten in het kader van het Multimediaplan.

Om deze doelstelling te bereiken :

De onderwijsinrichtingen passen de organisatie van de cursussen aan om er de in het kader van de BRC of van hun partnership-platformen geboden opleidingen in te integreren, zodanig dat de opleidingsperioden van de leerlingen gevaloriseerd worden in het kader van hun eventuele huidige stages of van hun toekomstige professionaliserende stages.

Het "Institut de Formation en cours de carrière (IFC)" is ermee belast de promotie van die voorziening bij de leerkrachten te verzekeren.

De Franse Gemeenschapsregering, als coördinator van het net van de gelabelde CST, is ermee belast de promotie van die voorziening te verzekeren in de inrichtingen van het kwalificatieonderwijs, op basis met name van de door het bij artikel 6 aangesteld Stuurcomité overgemaakte informatie.

2° de oprichting van de Centra voor Spits technologie (CST).

Een CST is een infrastructuur die geavanceerde uitrustingen ter beschikking stelt van leerlingen en leerkrachten, ongeacht het net en de aard van het onderwijs, alsook van de werkzoekenden en de werknemers, met het oog op de ontwikkeling van kwalificerende opleidingen.

Dit aanbod aan kwalificerende opleidingen moet complementair zijn, op geografisch en op sectoraal vlak, met het aanbod aan opleidingen van de BRC. Elk gelabeld CST wordt onder de directie geplaatst van het hoofd van de instelling waarin het gevestigd is of van de voorzitter van de vereniging zonder winstoogmerk die er het beheer van verzekert.

De raad van bestuur van de VZW's die het beheer van het CST verzekert zal netoverschrijdend samengesteld moeten zijn.

De CST worden gelabeld in naleving van een door de Franse Gemeenschapsregering goedgekeurd bestek.

Dit bestek voorziet met name de volgende criteria om in aanmerking te komen :

a) Elk gelabeld CST verwelkomt zonder discriminatie de leerlingen en leerkrachten uit de inrichtingen van het kwalificatieonderwijs (met uitzondering van het gespecialiseerd onderwijs van vorm 3 maar met inbegrip van het gespecialiseerd onderwijs van vorm 4), uit het onderwijs voor sociale promotie en het hoger niet-universitair onderwijs op basis van bilaterale overeenkomsten tussen, enerzijds, de Inrichtende Macht (die, in voorkomend geval, zijn bevoegdheid kan delegeren) van de inrichting van het kwalificatieonderwijs waarin het CST ondergebracht is, of de voorzitter van de VZW die het beheer van het CST verzekert en, anderzijds, de Inrichtende Machten (die, in voorkomend geval hun bevoegdheid kunnen delegeren) van de inrichtingen van het kwalificatieonderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het hoger niet-universitair onderwijs.

Deze bilaterale overeenkomsten moeten respectieve verbintenissen van de twee partijen voorzien op het vlak van de modaliteiten inzake toegang tot de uitrustingen en het specifiek opleidingsprogramma.

b) Elk gelabeld CST verwelkomt eveneens zonder discriminatie de werkzoekenden en werknemers op basis van bilaterale overeenkomsten tussen, enerzijds, de Inrichtende Macht (die, in voorkomend geval, zijn bevoegdheid kan delegeren) van de inrichting van het kwalificatieonderwijs waarin het CST ondergebracht is, of de voorzitter van de VZW die het beheer van het CST verzekert en, anderzijds, Bruxelles formation in het geval van werkzoekenden of, elke relevante actor volgens door een sectoraal protocol bepaalde modaliteiten in het geval van werknemers.

Deze bilaterale overeenkomsten voorzien respectieve verbintenissen van de twee partijen op het vlak van de modaliteiten inzake toegang tot de uitrustingen en het specifiek opleidingsprogramma.

c) De inplanting van het gelabeld CST houdt rekening met de lokalisatie van de BRC evenals met de in dezelfde sectoren ontwikkelde opleidings- of onderwijsinfrastructuren om een maximale geografische dekking van het aanbod aan kwalificerende opleiding te verzekeren en om een adequaat aanbod ten opzichte van de behoeften van de betrokken sectoren te ontwikkelen.

d) Elk gelabeld CST draagt bij tot de totstandbrenging van een geharmoniseerd opleidingsaanbod met betrekking, enerzijds, tot het tekort aan arbeidskrachten dat door Actiris wordt vastgesteld, en de Sectorale Fondsen op de onderwijszone van het betrokken CST of van de aangrenzende zones en, anderzijds, tot de behoeften aan uitrusting die worden vastgesteld in het in artikel 2 bedoeld kadaster van de pedagogische uitrustingen.

e) Elk gelabeld CST draagt bij tot een beleid inzake opleiding tijdens de loopbaan van de leerkrachten uit het kwalificatieonderwijs, bijvoorbeeld door de opleiding van zijn leerkrachten in de BRC te begunstigen.

f) Elk gelabeld CST draagt bij tot de toepassing van de opleidingsprofielen zoals omschreven in het kader van het CCPQ.

Dit bestek voorziet met name de volgende prioritaire criteria :

a) Er wordt voorrang verleend aan de projecten van CST waarvan de samenwerking met andere onderwijsinrichtingen geformaliseerd is.

b) Er wordt voorrang verleend aan CST die in een inrichting voor kwalificatieonderwijs ondergebracht zijn.

c) Er wordt voorrang verleend aan projecten van CST in de sectoren waarvoor er een tekort aan arbeidsplaatsen wordt vastgesteld.

d) Er wordt eveneens voorrang verleend aan projecten van CST die een gunstig advies hebben gekregen van de "Conseil de zone de l'enseignement confessionnel" en van de "Conseil de zone de l'enseignement non confessionnel" van de betrokken zone.

e) Tenslotte wordt er ook voorrang verleend aan de projecten van CST die een gunstig advies hebben gekregen vanwege het betrokken sectoraal fonds en van de Beheerscomités van Actiris en van "Bruxelles-Formation" zoals bedoeld in artikel 4.

Dankzij de in artikel 3, 2° bedoelde middelen verbindt de Franse Gemeenschapsregering zich ertoe, tegen de vervaltijd 2013, 3 gelabelde CST te creëren. Dit aantal in Brussel opgerichte CST zal evenwel 6 kunnen bedragen in het geval van een medefinanciering door het EFRO.

De doelstelling bestaat erin, tegen de vervaltijd 2013, 25 % te bereiken van de opvangcapaciteit van de CST ten gunste van de werkzoekenden en de werknemers.

De onderwijsinrichtingen passen de organisatie van de cursussen aan om er de door de CST geboden opleidingen in te integreren, zodanig dat de opleidingsperioden van de leerlingen gevaloriseerd worden in het kader van hun eventuele huidige stages of van hun toekomstige professionaliserende stages.

De gelabelde CST passen de organisatie van de opleidingen aan door de uurroosters maximaal te rentabiliseren om er het opleidingsaanbod dat voor de werkzoekenden en werknemers is bestemd, in op te nemen. Het "Institut de Formation en cours de carrière (IFC)" is ermee belast de promotie van deze voorziening bij de leerkrachten te verzekeren.

Het net van de gelabelde CST wordt door de Franse Gemeenschapsregering gecoördineerd.

De coördinatie van het net van de gelabelde CST bestaat met name uit :

- 1° het uitwerken van het labeliseringsbestek;
- 2° het uitwerken en het bijhouden van het kadaster van de beschikbare uitrustingen;
- 3° het lanceren van een netoverschrijdende oproep tot projecten;
- 4° de analyse van de projecten op administratief en financieel vlak;
- 5° het advies vragen aan het Beheerscomité van Actiris en aan de sectorale fondsen op basis van het kadaster van de beschikbare uitrustingen;
- 6° de voorbereiding en de opvolging van de werkzaamheden van de in artikel 8 bedoelde Commissie voor operationele opvolging;
- 7° de uitvoering van de beslissingen van de Franse Gemeenschapsregering;
- 8° de promotie van de voorziening bij de inrichtingen voor kwalificatieonderwijs in overleg met het IFC;
- 9° het uitwerken van indicatoren en van statistische instrumenten die het nazicht van en de controle op de toegang tot de beschikbare uitrustingen mogelijk maakt;
- 10° de evaluatie van de tenuitvoerbrenging van de acties;
- 11° de centralisering van CST-projecten op het Brussels grondgebied met het oog op de neerlegging van dossiers van kandidaten in het kader van de door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gelanceerde oproep tot projecten voor de verdeling van de van het EFRO afkomstige financiële middelen.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering en de Franse Gemeenschapsregering, als coördinator van het net van gelabelde CST, plegen regelmatig overleg om een geografische en sectorale complementariteit te creëren tussen de twee bestaande netten.

3° Modaliteiten van samenwerking tussen de BRC en de CST.

Wanneer de oprichting van een CST overwogen wordt, hetzij in een sector waarin er een BRC bestaat, hetzij in een sector waarin de oprichting van een BRC overwogen wordt, zal het in artikel 6 bedoeld Stuurcomité, in functie van de behoeften van de beroepssectoren, de modaliteiten van samenwerking tussen het BRC en het CST evalueren.

Die modaliteiten van samenwerking omvatten de mogelijkheid overeenkomsten af te sluiten of, in voorkomend geval, een zelfde vereniging te creëren die het BRC en het CST groepeerd. Die samenwerkingsprojecten zullen door de Franse Gemeenschapsregering en de Brusselse Hoofdstedelijke Regering goedgekeurd worden. Dit zal met name het geval zijn met het oog op de rationalisatie van de behoeften aan specifieke uitrustingen.

Artikel 2

Het kadaster van de pedagogische uitrustingen

Om de kwaliteit van het onderwijs en van de kwalificerende opleiding te verbeteren en om de versnippering van de middelen te voorkomen, zal de investering in nieuwe kwalitatieve pedagogische uitrustingen in fases worden afgestemd op de realiteit van de arbeidswereld en in functie van de beschikbare uitrustingen en infrastructuren, namelijk in overeenstemming met de in de BRC gerealiseerde investeringen.

Alzo zullen, om de in artikel 1 beschreven acties te optimaliseren, de bestaande middelen geïdentificeerd worden.

Hiertoe, en overeenkomstig de beslissingen van de gezamenlijke Regering van de Franse Gemeenschap en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 25 november 2005 en de gezamenlijk Regering van de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie van 25 november 2005, richten het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschap een vaste administratieve Task force op die ze ermee belasten een kadaster op te maken van de thans beschikbare kwalitatieve pedagogische uitrustingen en de infrastructuren voor kwalificerende opleiding en onderwijs.

De coördinatie van die Task force wordt verzekerd door de Franse Gemeenschapsregering. De financiering van het kadaster van de uitrustingen wordt op zich genomen door de Minister van het Leerplichtonderwijs en de Minister van Beroepsopleiding van de Franse Gemeenschapscommissie.

Die Task force verenigt de vertegenwoordigers van de Algemene Directie Leerplichtonderwijs, de Algemene Directie Niet-verplicht onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek en de in artikel 3 bedoelde VZW.

Dit kadaster wordt op een geharmoniseerde wijze uitgewerkt en de informatie wordt ingewonnen op gemeenschappelijke basis om ze te kunnen vergelijken en om dubbel gebruik of de potentiële tekorten te kunnen vergelijken.

Dit kadaster wordt verrijkt met de bij de sectorale opleidingscentra, de privé-opleidingscentra, openbare of privé-ondernemingen, hogescholen en universiteiten beschikbare middelen.

Afgezien van het louter inventariseren, evalueert het kadaster met name de toegankelijkheid, de kwaliteit, de kostprijs en de bruikbaarheid van de uitrustingen.

Enkel het afschrijfbaar pedagogisch materiaal wordt in aanmerking genomen. Het geïnventariseerd materiaal wordt verdeeld per onderwijszone (Brussel vormt een volwaardige onderwijszone) en per sector.

De resultaten van dit kadaster worden regelmatig getoetst aan de noden van de opleidingsoperatoren en van de onderwijsinrichting evenals aan de noden van de potentiële gebruikers.

Dit kadaster vormt eveneens een evaluatie-instrument waarop de sectorale fondsen kunnen steunen om hun adviezen over te maken aan de in artikel 8 bedoelde Commissie betreffende de relevantie van de investeringen in het kader van de selectie van de pedagogische uitrustingen van de gelabelde CST. Dit kadaster houdt eveneens rekening met de beschikbare infrastructuren en hun toegankelijkheid voor het geheel van de begunstigden.

Om de samenhang tussen de Brusselse en de Waalse projecten te verzekeren, worden de leden van de vaste pedagogische Task force die is opgericht in het kader van het Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest betreffende de in het kader van de herwaardering van het kwalificatieonderwijs van 14 juli 2006 ter beschikking gestelde uitrusting, verzocht deel te nemen aan de werkzaamheden van deze vaste administratieve Task force.

Artikel 3

De middelen

1° Om de in artikel 1, 1°, beschreven acties te realiseren :

De voor de financiering van de BRC bestemde gewestkredieten worden gedeeltelijk toegewezen aan de financiering van de werkingskosten van de BRC voor hun acties die voor het onderwijs bestemd zijn.

2° Om de in artikel 1, 2°, beschreven acties te realiseren :

De middelen die voorzien zijn door het decreet van de Franse Gemeenschap van 28 april 2004 waarbij gezorgd wordt voor de pedagogische uitrusting van het technisch en beroepssecundair onderwijs ten gunste van de in het Brussels Gewest gelegen scholen worden, vanaf 2007, gedeeltelijk bestemd voor de financiering van de pedagogische uitrustingen van de gelabelde CST evenals voor de financiering van de inrichting van lokalen waarin de pedagogische uitrustingen van de gelabelde CST ondergebracht kunnen worden. Het decreet van 28 april 2004 voorziet alzo middelen tot in 2010 : € 5.356.468 in 2007, € 5.652.468 in 2008, € 6.197.338 in 2009 en € 6.197.338 in 2010.

Bijkomende kredieten zullen voorzien worden voor de dienstjaren 2011, 2012 en 2013, onder voorbehoud van de beschikbare budgettaire marges.

Een som van € 150.000 wordt van voornoemde bedragen afgehouden voor de betoelaging van een vereniging zonder winstoogmerk waarvan de algemene vergadering samengesteld is uit de vertegenwoordigers van de kwalificatieonderwijsnetten, die voor de ene helft uit het confessioneel onderwijs en voor de andere helft uit het niet-confessioneel onderwijs komen en die worden aangeduid door de Franse Gemeenschapsregering op voordracht van de "Conseil général de concertation de l'enseignement secondaire" en van een vertegenwoordiger van de Minister van het Leerplichtonderwijs en van het Onderwijs voor Sociale Promotie.

Haar doel bestaat erin de ondernemingen, de BRC en de gewestelijke en gemeenschappelijke opleidingscentra, de universiteiten, de erkende onderzoekscentra, de hogescholen en de openbare besturen die materiaal aan de inrichtingen voor kwalificatieonderwijs en sociale promotie kunnen afstaan, op de hoogte te brengen van de behoeften aan materiaal van die inrichtingen en het materiaal billijk te verdelen tussen de inrichtingen van de verschillende netten.

Het verdeelvoorstel houdt rekening met de door de in artikel 8 bedoelde Opvolgingscommissie vastgestelde prioriteiten.

Dit voorstel is gebaseerd op de resultaten van het kadaster van de pedagogisch uitrustingen.

In dat opzicht maakt die VZW deel uit van de in artikel 2 bedoelde vaste administratieve Task force.

Een som van € 100.000 kan eveneens van voornoemde bedragen afgehouden worden voor de betaling van de verplaatsingskosten van de leerlingen en de leerkrachten van de onderwijsinrichting naar de gelabelde CST, of voor hun logies. Deze som wordt verdeeld tussen het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest naar rato van de in de onder onderhavig Samenwerkingsakkoord bedoelde afdelingen ingeschreven schoolbevolking.

De tenlasteneming van die verplaatsings- en logieskosten gebeurt op basis van een gezamenlijke tarifiering die door de Franse Gemeenschapsregering wordt opgesteld. In functie van de beschikbare budgettaire marges zal de Franse Gemeenschap, indien nodig, aanvullende bedragen kunnen bestemmen voor de tenlasteneming van die verplaatsingskosten.

De door het decreet van 28 april 2004 voorziene bedragen, waarvan de aan voornoemde VZW en aan de tenlasteneming van de verplaatsings- en logieskosten van de leerlingen en leerkrachten naar de CST toegewezen sommen afgetrokken zijn, worden tussen de Waalse en de Brusselse Hoofdstedelijke scholen verdeeld naar rato van de in de onder onderhavig Samenwerkingsakkoord bedoelde afdelingen ingeschreven schoolbevolking.

Wanneer blijkt dat het aandeel van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het aan de verplaatsings- en logieskosten van de leerlingen en leerkrachten naar de CST niet geheel of gedeeltelijk gebruikt is, wordt het niet uitgegeven bedrag besteed aan de financiering van de pedagogische uitrustingen van de CST evenals voor de financiering van de inrichting van lokalen waarin de pedagogische uitrustingen van de gelabelde CST ondergebracht kunnen worden.

Het deel van de middelen die aan de scholen in het Brussels Gewest worden besteed, laat de financiering van de oprichting van CST toe vanaf 2007 en ook het verder gebruik van middelen voor de modernisering van de pedagogische uitrustingen van de inrichtingen van het kwalificatieonderwijs.

De middelen die het Decreet van 28 april 2004 voor het dienstjaar 2006 voorziet om de pedagogische uitrustingen van de in het Brussels Gewest gelegen inrichtingen van het kwalificatieonderwijs te moderniseren, zullen op peil gehouden worden van 2007 tot 2013.

De aan de gelabelde CST gewijde middelen worden uitsluitend bestemd voor de aankoop van kwalitatieve pedagogische uitrustingen en voor de inrichting van lokalen waarin de verworven pedagogische uitrustingen ondergebracht kunnen worden.

De verworven uitrustingen en de gebouwen blijven eigendom van de Franse Gemeenschap die ze opnieuw in bezit kan nemen wanneer het CST zijn label ontnomen wordt.

De Franse Gemeenschap duidt overigens drie opdrachthouders aan om het beheer van de administratieve en financiële dossiers van de CST-projecten te verzekeren. De aan de in artikel 1, 1° en 2° beschreven acties toegewezen bedragen, worden gebruikt overeenkomstig de in artikel 4 voorziene modaliteiten.

Artikel 4

§ 1 Voor de BRC :

De leerkrachten worden opgeleid door de in het kader van de BRC of van hun partnership-platformen actieve opleiders.

De leerlingen worden gevormd, hetzij door hun eigen leerkrachten wanneer die laatsten voorafgaandelijk gevormd werden in het BRC, hetzij, in aanwezigheid van hun leerkrachten, door de in het kader van het BRC actieve opleiders.

De aan de opleiding van de leerlingen en van de leerkrachten verbonden personeelskosten worden ten laste genomen door de openbare opleidingsoperatoren en de sectorale fondsen op basis van partnershipovereenkomsten.

De respectieve verbintenissen van de partijen inzake de modaliteiten die de toegang tot de uitrustingen regelen voor de in artikel 1, 1 vermeldde begunstigden worden omschreven in het kader van bilaterale overeenkomsten die afgesloten worden tussen de directeurs van de BRC enerzijds en de Inrichtende Machten (die, in voorkomend geval, hun bevoegdheid kunnen delegeren) en de betrokken onderwijsinrichtingen anderzijds.

§ 2 Voor de CST :

De toegang tot de in artikel 3 voorgestelde bedragen wordt afhankelijk gesteld, voor de gelabelde CST, in het kader van de in artikel 1, 2° bedoelde actie, door :

- a) de naleving van de zes in artikel 1, 2°, vermelde criteria;
- b) voor elke zone, de aanvraag om advies van de "Conseil de zone de concertation de l'enseignement confessionnel" en van de "Conseil de zone de concertation de l'enseignement non confessionnel" op basis van het kadaster van de beschikbare uitrustingen;
- c) het verzoek om advies, bij het betrokken sectoraal fonds en de beheerscomités van Actiris en van "Bruxelles-Formation", over de sectorale en geografische relevantie van de aanwervingen.

De leerlingen die een opleiding volgen in een CST worden door hun eigen leerkrachten begeleid.

Die laatsten moeten voorafgaandelijk een gepaste opleiding genoten hebben, gelet op het door het CST ter beschikking gesteld materieel, en zullen dit moeten kunnen aantonen.

De leerkrachten kunnen die opleiding met name volgen in een BRC, in het betrokken CST of in een ander CST.

De kosten verbonden aan de opleidingen (met uitzondering van de administratieve kosten die ten laste van de CST vallen) worden gedragen door de oorspronkelijke onderwijsinrichting, op basis van een gemeenschappelijke, door de Franse Gemeenschapsregering vastgestelde tarifiering.

De organisatie van en de controle op het vervoer en het logies van de leerlingen en de leerkrachten vallen onder de verantwoordelijkheid van de oorspronkelijke onderwijsinrichting.

Een som van € 100.000 kan jaarlijks van de in artikel 3 bedoelde bedragen afgehouden worden voor de tenlasteneming van de verplaatsingskosten van de leerlingen en de leerkrachten van de onderwijsinrichting naar de gelabelde CST, of voor hun logies.

Deze som wordt verdeeld tussen het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest naar rato van de in de onder onderhavig Samenwerkingsakkoord bedoelde afdelingen ingeschreven schoolbevolking. De tenlasteneming van die verplaatsings- en logieskosten gebeurt op basis van een gezamenlijke tarifiering die door de Franse Gemeenschapsregering wordt opgesteld.

In functie van de beschikbare budgettaire middelen kan de Franse Gemeenschap, indien nodig, aanvullende bedragen toewijzen aan de tenlasteneming van die verplaatsings- en logieskosten.

De werkzoekenden en de werknemers worden opgeleid door opleiders van de openbare opleidingsoperatoren.

De opleidings-, verplaatsings- en stagekosten van de werkzoekenden worden ten laste genomen door de openbare opleidingsoperatoren die een overeenkomst hebben afgesloten met de Inrichtende Macht (die, in voorkomend geval, zijn bevoegdheid kan delegeren) van de inrichting van het kwalificatieonderwijs waarin het CST gelegen is of waarin de voorzitter van de VZW die het beheer van het CST verzekert, verblijft.

De opleiding van de werknemers is betalend op basis van een door de Franse Gemeenschapsregering opgestelde gezamenlijke tarifiering.

De kosten van de opleiding van de werknemers (namelijk de werkingskosten van de ter beschikking gestelde uitrustingen) worden ten laste genomen volgens de modaliteiten die vastgelegd zijn in het kader van de tussen de Minister van het Leerplichtonderwijs en de Sociale Promotie en de sectorale fondsen afgesloten overeenkomsten, of door de ondernemingen volgens de in het kader van sectorale protocols vastgelegde modaliteiten.

Artikel 5

Europese structuurfondsen

Er zullen aanvullende financieringen gezocht worden in het kader van de oproep tot projecten van de programmering 2007-2013 van het EFRO en bij de sociale partners in het kader van de sectorale fondsen.

De tussenkomst van de sectorale fondsen zal vastgelegd worden in het kader van de tussen de Ministers van Opleiding en van Kwalificatieonderwijs, de operatoren inzake beroepsopleiding en de sectorale fondsen afgesloten overeenkomsten.

Aangezien het gaat om opleidingen voor werkzoekenden en werknemers, zullen de financiële incentives, ongeacht of ze gewestelijk, provinciaal of federaal zijn, gemobiliseerd kunnen worden.

Artikel 6

Stuurcomité

De Regeringen richten een Stuurcomité op.

Het Stuurcomité is samengesteld uit :

1° een vertegenwoordiger van de Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en een vertegenwoordiger van de Brusselse Minister van Tewerkstelling en Economie;

2° een vertegenwoordiger van de Minister van het Leerplichtonderwijs, een vertegenwoordiger van de Minister van het Onderwijs voor Sociale Promotie en een vertegenwoordiger van de Minister van het Hoger Onderwijs en van het Wetenschappelijk Onderzoek voor de Franse Gemeenschapsregering;

3° een vertegenwoordiger van de Minister van Beroepsopleiding en Onderwijs voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

4° zes vertegenwoordigers van de Brusselse sociale gesprekspartners die door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering zijn aangewezen op voorstel van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (ESRBHG);

5° drie leden aangewezen door de representatieve vakverenigingen van de personeelsleden van het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap ingericht of betaald wordt;

6° een vertegenwoordiger van Actiris met adviserende stem die bij toerbeurt het secretariaat verzekert;

7° een vertegenwoordiger van "Bruxelles-Formation" met adviserende stem;

8° een vertegenwoordiger van de Algemene Directie van het Leerplichtonderwijs van de Franse Gemeenschap met adviserende stem, die bij toerbeurt het secretariaat verzekert.

Actiris en de Franse Gemeenschapsregering, als coördinator van het onderwijsnet van de gelabelde CST, zijn ermee belast het Stuurcomité een gezamenlijk semestriële verslag over te maken met alle indicatoren inzake realisatie en impact van de gefinancierde acties.

Het voorzitterschap van het Stuurcomité wordt beurtelings verzekerd, om de zes maand, door de vertegenwoordiger van de Minister van Tewerkstelling voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en door de vertegenwoordiger van de Minister van Leerplichtonderwijs voor de Franse Gemeenschapsregering.

Artikel 7

Oprachten van het Stuurcomité

Het Stuurcomité is er met name mee belast :

1° de implementatie van het pedagogisch uitrustingsplan van de gelabelde CST en de openstelling van de BRC voor het onderwijs te superviseren;

2° de samenwerkingsmogelijkheden tussen de CST en de BRC te evalueren, ook via een gezamenlijke vereniging tussen de twee structuren, rekening houdend met het streven naar samenhang van het beleid inzake technische uitrusting voor het onderwijs en de opleiding;

3° de in het kader van onderhavig samenwerkingsakkoord ten uitvoer gebrachte acties evalueren;

4° een globale jaarlijkse evaluatie evenals elk advies dat van die aard is dat er beter tegemoet gekomen wordt aan de in artikel 1 omschreven doelstellingen, te richten aan de Ministers evenals aan de door hert decreet van 27 maart 2002 betreffende de begeleiding van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap opgerichte Stuurcommissie. Deze evaluatie wordt ter informatie overgemaakt aan de Economische en Sociale Raad van het Brussels Gewest.

Het Stuurcomité neemt zijn beslissingen bij consensus.

De Regeringen stellen de werkingsmodaliteiten van het Stuurcomité vast en keuren zijn huishoudelijk reglement goed, op voorstel van dit laatste, binnen de drie maanden van de inwerkingtreding van onderhavig Samenwerkingsakkoord.

Artikel 8

Operationele Opvolgingscommissie

De Regeringen installeren een Operationele Opvolgingscommissie.

Deze Commissie wordt ermee belast, naar aanleiding van een netoverschrijdende oproep tot projecten en op basis van het kadaster van de per onderwijszone geïdentificeerde uitrustingen en behoeften aan opleidingen :

1° de Franse Gemeenschapsregering een selectievoorstel van CST-projecten voor te leggen.

Op basis van dit voorstel selecteert de Franse Gemeenschapsregering de CST-projecten en kent ze hen het "CST" label toe;

2° de aanvragen om pedagogische uitrustingen en inrichting van lokalen waarin de uitrustingen van de CST moeten in ondergebracht worden te selecteren en ze aan de Franse Gemeenschapsregering voor te leggen.

Die Operationele Opvolgingscommissie is samengesteld uit :

1° een vertegenwoordiger van de Minister van Leerplichtonderwijs en een vertegenwoordiger van de Minister van het Onderwijs voor Sociale Promotie voor de Franse Gemeenschapsregering;

2° vier vertegenwoordigers van de onderwijsnetten, voor de ene helft uit het niet-confessioneel onderwijs, voor de andere helft uit het confessioneel onderwijs, aangewezen door de Franse Gemeenschapsregering op voorstel van de "Conseil général de concertation de l'enseignement secondaire";

3° de directeur-generaal van het Leerplichtonderwijs van de Franse Gemeenschap of zijn vertegenwoordiger met adviserende stem;

4° een vertegenwoordiger van Actiris met adviserende stem;

5° een vertegenwoordiger van de Algemene Directie van het Leerplichtonderwijs van de Franse Gemeenschap, met adviserende stem, die het secretariaat verzekert;

6° een vertegenwoordiger van "Bruxelles-Formation" met adviserende stem.

Het voorzitterschap van de Operationele Opvolgingscommissie wordt verzekerd door de vertegenwoordiger van de Minister van het Leerplichtonderwijs voor de Franse Gemeenschapsregering.

De Operationele Opvolgingscommissie neemt haar beslissingen betreffende de selectievoorstellen van de CST-projecten bij consensus. Wanneer er geen consensus bereikt kan worden, neemt de Commissie haar beslissingen bij de meerderheid van de aanwezige leden die stemgerechtigd zijn. Bij gelijkheid van stemmen is de stem van de Voorzitter beslissend.

Om de samenhang tussen de Brusselse en de Waalse projecten te verzekeren, worden de leden van de tweede operationele opvolgingscommissie die is opgericht in het kader van het Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest betreffende de in het kader van herwaardering van het kwalificatieonderwijs ter beschikking gesteld materiaal van 14 juli 2006, uitgenodigd deel te nemen aan de werkzaamheden van deze Operationele Opvolgingscommissie.

Artikel 9

Labelingsprocedure

De procedure voor de selectie en de labeling van de CST verloopt als volgt :

1° goedkeuring van het bestek door de Franse Gemeenschapsregering op voorstel van de in artikel 8 bedoelde operationele opvolgingscommissie;

2° oproep tot projecten bij de inrichtingen voor kwalificatieonderwijs;

3° ontvangst en administratieve behandeling van de kandidaturen door de Algemene Directie van het Leerplichtonderwijs;

4° voor elke zone, aanvraag om advies aan de "Conseil de zone de concertation de l'enseignement confessionnel" en aan de "Conseil de zone de concertation de l'enseignement non confessionnel", op basis van het kadaster van de beschikbare uitrustingen;

5° aanvraag om advies aan de beheerscomités van Actiris en van "Bruxelles-Formation" en aan de sectorale fondsen, op basis van het kadaster van de beschikbare uitrustingen;

6° selectievoorstel door de in artikel 8 bedoelde Operationele Opvolgingscommissie, op basis van de in artikel 2 bepaalde verkiesbaarheids- en prioriteitscriteria;

7° met redenen omkleed advies van het in artikel 6 bedoeld Stuurcomité;

8° Labelingsbeslissing van de Franse Gemeenschapsregering, op basis van de voorstellen van de in artikel 8 bedoelde Operationele Opvolgingscommissie en van de door het in artikel 6 bedoelde Stuurcomité ingediende en met redenen omklede adviezen.

Artikel 10

Onderhavig Samenwerkingsakkoord wordt afgesloten voor een periode die loopt van 1 januari 2007 tot 31 december 2013.

Brussel, 25 oktober 2007.

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-Voorzitter,
Ch. PICQUE

De Minister van Tewerkstelling en Economie,
B. CEREXHE

Voor de Franse Gemeenschapscommissie :

De Minister-Voorzitter,
B. CEREXHE

De Minister van Beroepsopleiding,
Mevr. F. DUPUIS

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. M.-D. SIMONET

Kondigen onderhavig decreet af en bevelen dat het wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.
Brussel, 25 oktober 2007.

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschap,
belast met het Openbaar Ambt en het Gezondheidsbeleid,
B. CEREXHE

Lid van het College van de Franse Gemeenschap,
belast met de Sociale Cohesie,
Ch. PICQUE

Lid van het College van de Franse Gemeenschap,
belast met Begroting, Bijstand aan Gehandicapte Personen en Toerisme,
Mevr. E. HUYTEBROECK

Lid van het College van de Franse Gemeenschap, belast met Beroepsopleiding,
Onderwijs, Cultuur en Schoolvervoer,
Mevr. Fr. DUPUIS

Lid van het College van de Franse Gemeenschap, belast met Sociale Acties, Gezinnen en Sport,
E. KIR